

Rassembler toutes les pièces d'une politique commerciale à multiples facettes est un défi pour le gouvernement comme pour d'autres acteurs. Sur la base des priorités de la politique commerciale présentées ci-dessus, cette discussion a montré qu'il existe plusieurs moyens de promouvoir la prospérité par le commerce, l'investissement et la concurrence. Les mesures ouvrant l'accès classique aux marchés peuvent être particulièrement importantes pour un grand exportateur, tandis qu'une entreprise plus petite, qui fabrique un produit ou un service spécialisé, peut être plus intéressée par la facilitation des échanges. Il ne s'agit pas non plus des intérêts des entreprises uniquement, et ce n'est pas seulement dans la sphère du commerce que des conflits éclatent concernant la déréglementation et l'imposition de contraintes en matière de politique et d'options de mise en œuvre aux gouvernements. Pour ne citer qu'un exemple, concilier les approches en matière de sécurité nationale et de criminalité internationale avec les mouvements des personnes, des biens, des services et des technologies était un casse-tête bien avant que le terrorisme ne fasse l'actualité. Pour rester pertinente, la politique commerciale doit chercher le meilleur itinéraire pour progresser dans ce dédale d'intérêts contradictoires.

DEUX DÉFIS FONDAMENTAUX

1. RÉPONDRE AUX BESOINS DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Le nouveau cycle de négociations de l'OMC, le Programme de Doha pour le développement, est qualifié de « cycle de la croissance et du développement ». Il place les pays en développement au cœur des négociations de l'OMC, avec une série de mesures visant à les aider à tirer profit du système commercial mondial et à s'adapter aux règles de l'OMC à un rythme qui tient compte de leurs besoins de développement. Une décision distincte portait sur la question critique de l'accès aux médicaments indispensables au traitement de certaines maladies : les pays les moins avancés ont reçu récemment une dispense d'obligations en vertu de